

**LETTRE AUX
DÉPUTÉS ET
SENATEURS**

*Les (sus)pendus :
une violence d'Etat*

Victor Hugo

**LE SYNDICAT DES
GILETS JAUNES**
15 septembre 2022

#SGJ

LETTRE OUVERTE

Mesdames et Messieurs les députés, les sénateurs,

Alors qu'il est établi que les « vaccins » anti Covid19 n'empêchent ni la contamination, ni la transmission du virus.

Voilà UN AN aujourd'hui que des professionnels de santé, des pompiers sont interdits de pratiquer leur métier – pourtant hautement essentiel – pour avoir en toute conscience refusé de s'injecter les doses à répétition de « vaccins » Covid19.

UN AN que ces personnes (sus)pendues sont victimes d'une violence d'État inédite et inouïe.

Car ces personnes ne sont pas licenciées. Elles ne sont pas sanctionnées, au sens juridique du terme.

Non.

Elles sont (sus)pendues sans recevoir aucun salaire, sans pouvoir toucher l'assurance chômage, sans cotiser pour leur retraite...

Salies et insultées par le gouvernement et les médias aux ordres, taxées de tous les maux. Alors qu'elles ont consacré leur vie à soigner, à sauver les gens.

Elles sont (sus)pendues comme au bout d'une corde, prisonnières de leur employeur, exposées honteusement à la population, à leurs collègues, exclues des droits sociaux les plus fondamentaux dont la France est si fière au-delà de ses frontières. Mourant à petit feu.

Dans un État de droit normal, et si tant est que la chose soit fondée, proportionnée et justifiée, des personnes qui refusent de se faire vacciner pour exercer leur métier devraient être soit licenciées pour faute, soit sanctionnées.

Là ce n'est ni l'un ni l'autre. Une situation absurde et en dehors des règles de droit.

En dehors des règles de droit car il s'agit d'une extorsion de consentement par la violence.

Absurde car « en même temps », des épidémiologistes demandent la réintégration des soignants suspendus car ce n'est "*plus fondé sur le plan scientifique*".

En même temps, le *pass* n'est plus exigé nulle part.

En même temps, on crie à la pénurie de soignants, de pompiers.

Des urgences ferment la nuit.

Des patients meurent sur un brancard aux urgences, faute de soin.

En même temps, le site de la Sécurité Sociale demande aux soignants « vaccinés » positifs au Covid19 - et donc contagieux - d'aller travailler s'ils ne présentent pas de symptômes respiratoires...

On ne peut comprendre, ni accepter ce qui n'a pas de sens.

Car ces (sus)pendus étaient prêts à faire des tests à chaque prise de poste. Beaucoup plus fiable et sécurisant. Beaucoup plus sensé.

Aujourd'hui, ces (sus)pendus meurent à petit feu. Interdits de travailler et donc de gagner leur vie car attachés, (sus)pendus à leur entreprise, leur administration sans pouvoir se libérer.

Quelle idéologie mortifère se cache derrière ces situations dramatiques pour chaque être humain qui la vit et chaque citoyen qui en paiera le prix ?

Nous vous demandons par la présente d'agir sans délai pour faire cesser ces situations de violences d'État.

Et nous demanderons justice pour tous les (sus)pendus.

« Aujourd'hui, je refais ainsi la définition de la Révolution : Une grande lumière mise au service d'une grande justice. » Victor Hugo

Dans l'attente de vous lire, syndicalement.

L'Union des Syndicats Gilets Jaunes